Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **Dossier suivi par : I. FABREGUE** **Tél. : 01.49.55.53.65** **Mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2014-877** **05/11/2014**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 4

Objet : Appel à candidatures : 4 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes (catégorie A/A+) sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence de Services et de Paiement (ASP) :

1 poste de chef(fe) du service des contrôles (catégorie A) à AMIENS (80).

Institut de Recherches en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture (IRSTEA) :

1 poste de responsable du pôle achats (F/H) à ANTONY (92).

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques :

1 poste de responsable du développement des compétences et de la formation (catégorie A) à VINCENNES (94).

Parc National de Port-Cros :

1 poste de directeur(rice) adjoint(e) (catégorie A/A+ ou agent contractuel) à HYERES (83).

L'adjoint au sous-directeur mobilité, emplois, carrières

Signé : Patrice CHAZAL

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
ASP Picardie
15 avenue Paul Claudel
BP 340201
80042 AMIENS CEDEX 03

Chef(fe) du service des contrôles

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste : F 4151
Catégorie : A</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel : sans objet</td><td>Cotation part fonction PFR : Attaché(e) d'administration : 4</td></tr>
<tr><td colspan="3">Vacant/SREPES</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">En tant qu'organisme payeur des aides des 1er et 2ème piliers de la PAC, l'ASP est en charge des contrôles prévus par la réglementation européenne pour justifier du bien-fondé des aides versées aux bénéficiaires. Chaque délégation régionale dispose d'un service des contrôles en charge de ces missions au titre des deux piliers de la PAC (surfaces et hors surfaces), des aides aux entreprises (fourrages sèches, lin, chanvre), de l'identification animale et de la conditionnalité. Le chef de service assure l'organisation de la cellule VSF FSE placée sous sa responsabilité. Le ou la titulaire du poste sera placé(e) sous l'autorité de la Déléguée régionale.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Le chef de service participe à l'organisation de ces missions et à l'encadrement de 10 agents titulaires et 15 à 20 vacataires selon les périodes.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">- Mise en œuvre de l'ensemble des contrôles ainsi que l'animation et coordination des contrôles au sein de la délégation régionale ;
- Organiser le bon fonctionnement du service ;
- Participer au recrutement des vacataires et à leur formation ;
- Assurer le suivi statistique de la réalisation des contrôles dans les différents domaines (surfaces, hors-surfaces, animaux) ;
- Participer à l'élaboration des outils de pilotage du service ;
- Assurer le lien avec les responsables de secteurs, la supervision des procédures de contrôle ;
- Assurer en tant que besoin la responsabilité de l'un des secteurs de contrôles (PIAO, hors-surfaces, animaux) ;
- Réaliser directement certains types de contrôles complexes (accompagnement de missions de contrôles) ;
- Participer au comité de direction de la délégation régionale ;
- Représenter la délégation régionale et le service des contrôles auprès des partenaires et donneurs d'ordre locaux (DIT, DDCSPP, CR, réseau natura 2000) et des instances nationales dans le cadre de groupes de travail.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Interlocuteurs internes à l'ASP, Déléguée régionale, chefs de service, directions du siège, contrôleurs et gestionnaires. Partenaires externes DDT, DD(CS)PP, DRAAF, bénéficiaires contrôlés, Direccte, SGAR.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Connaissances de la réglementation et des procédures relatives aux fonctions exercées ;
- Maitrise des outils informatiques spécifiques aux contrôles des SIG et outils de mesurage ;
- Connaissance du terrain (aspects technique) et de l'environnement professionnel.</td><td>- Sens des relations ;
- Capacité à organiser et animer une équipe ;
- Bonnes connaissances des outils bureautiques et informatiques ;
- Rigueur, disponibilité et autonomie.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Madame Claudette Henoque-Couvois, responsable du site – Tél. : 03.22.33.68.01
Claudette.henoque-couvois@asp-public.fr</td></tr>
</table>

MH 2014-20-IR-DJA

Responsable du pôle achats

Antony (92)

Type de recrutement:

- Mobilité: ouvert aux fonctionnaires dans un corps d'ingénieur de recherche ou équivalent

OU

- Handicap: ouvert aux candidats reconnus travailleurs handicapés, titulaires d'un doctorat ou d'un diplôme d'ingénieur

Description du poste

Irstea, institut de recherches en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture, focalisées sur 3 défis sociétaux: la gestion durable des eaux et des territoires, les risques naturels et la qualité environnementale. Bien inséré dans le paysage de la recherche française et européenne, il mène ses recherches en appui aux politiques publiques et en partenariat avec les industriels. Il comprend 1600 personnes sur 9 sites en France.

Au sein des services centraux et pour l'ensemble de l'établissement, la Direction juridique et des achats (DJA) assure une mission générale de conseil, d'expertise, de veille et d'instruction en matière de contrats et marchés, de propriété intellectuelle, de réglementation statutaire et de contentieux.

Au sein de la DJA, le pôle achats (4 agents : 3 juristes, 1 gestionnaire) élabore et supervise la mise en œuvre d'une politique d'achats au niveau régional et national et est chargé des achats supérieurs à 130 K€. Le montant annuel des achats de l'institut est d'environ 23 M€

Sous l'autorité du directeur juridique et des achats, vous participerez directement à l'élaboration de la politique d'achat de l'institut et à la supervision de sa mise en œuvre ; en qualité de responsable du pôle, vous assurerez l'encadrement des agents. Vous animerez le réseau des responsables achats des centres régionaux de l'institut.

Vous traiterez directement certains dossiers et superviserez des procédures de passation de marché. Vous représenterez l'institut dans diverses réunions extérieures, inter opérateurs, relatives aux achats et marchés.

Vous aurez un rôle de conseil juridique dans les domaines de compétence du pôle, auprès de l'ensemble de l'encadrement de l'institut.

Profil recherché

Juriste de formation (spécialisation en droit des marchés public) vous maitrisez la réglementation applicable aux achats publics et avez une expérience professionnelle de l'achat. Vous avez une expérience professionnelle significative dans des fonctions similaires, idéalement dans un établissement soumis au code des marchés publics (ou à l'ordonnance de 2005). Vous avez déjà exercé des fonctions d'encadrement. Idéalement, vous connaissez le fonctionnement et l'organisation de la recherche publique.
Vous savez analyser et appliquer des textes législatifs ou réglementaires nationaux, la réglementation communautaire et la jurisprudence.
Vous savez apprécier et évaluer un risque juridique, préparer et rédiger un argumentaire et mener des négociations sur des contrats.
Vous maîtrisez les outils bureautiques et vous avez une aptitude à la négociation, un sens de l'organisation et une grande rigueur, ainsi que des qualités relationnelles et rédactionnelles.

Contraintes/ remarques

Le poste à pourvoir nécessite un travail prolongé sur écran, des horaires réguliers et des déplacements dans les locaux.
Vous disposerez d'un bureau individuel. Les locaux ne sont pas accessibles aux personnes à mobilité réduite.

Pour en savoir plus

Pascal ODOT – Directeur juridique et des achats – 01 40 96 61 37 – dja.directeur@irstea.fr

Pour postuler

Merci d'envoyer CV + lettre de motivation et indications sur vos corps grade et échelons à l'adresse suivante :

recrutement@irstea.fr

Pour plus d'infos : www.irstea.fr rubrique "Nous rejoindre"

Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, et de l'Energie
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques

AVIS DE VACANCE DE POSTE

À pourvoir par un fonctionnaire exclusivement
(en position normale d'activité ou par la voie du détachement sur contrat)

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Responsable du développement des compétences et de la formation (h/f)**
Affectation :	Délégation aux Ressources Humaines
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Chef de service emploi et compétences
Résidence administrative :	Vincennes (94300)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Office national de l'Eau et des Milieux Aquatiques, établissement public à caractère administratif (+ de 900 agents, 150 M€ de budget), sous la tutelle du ministère chargé de l'Ecologie est organisé selon trois niveaux géographiques, direction générale, délégations interrégionales et services départementaux.
Il conduit des missions d'intérêt général telles que :
• la mobilisation de la recherche, l'organisation, la production et la diffusion d'une expertise fondée sur les connaissances scientifiques, en appui à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques de l'eau
• la surveillance de l'eau et des milieux aquatiques, ainsi que le contrôle de leurs usages, et la prévention de leur dégradation, leur restauration et la préservation de la biodiversité
• la coordination et l'animation du système d'information sur l'eau, l'acquisition de données, ainsi que la mise à disposition des informations auprès du public et des autorités tant européennes que nationales et locales
• la contribution au financement de politiques prioritaires, notamment au titre de la solidarité entre les bassins et du plan de réduction de l'usage des produits phytosanitaires.

Vous serez affecté au sein du service emploi et compétences (équipe de 6 personnes) à la délégation aux ressources humaines. Vous travaillerez en appui du chef de service emploi et compétences sur la GPEC en étroite collaboration avec les chargés emploi et compétences et chargés de formation. Vous aurez en charge les missions suivantes :

Mission :

Participer à la conception et à la mise en œuvre de la politique de développement des compétences des personnels de l'Etablissement en transversalité avec les autres missions de la délégation aux ressources humaines.

Activités :

1. Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences :
- Participer à la définition de la politique de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences et la mettre en œuvre
- Conduire les projets d'élaboration des outils de GPEC : cartographie des emplois, référentiel des emplois, fiches emplois, dictionnaire des compétences, en assumer la communication, le déploiement et la mise à jour
- Réaliser l'état des lieux des compétences réelles, conduire le projet « mosaïque des compétences » et appuyer la direction sur l'identification des compétences cibles
- Analyser les besoins en montée en compétences et les traduire en action (formation, tutorat…)
- Appuyer les directions sur les besoins d'évolution des organisations
- Accompagner la mise en œuvre de la politique managériale
- Piloter le déploiement du logiciel GPEC (formation, entretien évaluation et fiche emploi)

2. Développement de la politique de formation :
- Recenser et analyser les besoins de formation individuels et collectifs en fonction des orientations de l'Organisme
- Proposer le plan de formation pluriannuel, le mettre en œuvre et assurer le suivi administratif, financier et logistique
- Elaborer les différents cahiers des charges des formations et sélectionner les prestataires dans le respect des procédures d'achat public
- Concevoir et mettre en place un système d'évaluation des actions de formation et suivre l'impact des actions dans les services
- Développer des partenariats de formation avec des organismes publics (CNFPT, CVRH, Agences de l'eau…)
- Participer au développement d'un réseau de formateurs internes, veiller au respect de la réglementation du paiement des vacations

3. Accompagnement des parcours individuels :
- Définir et assurer la mise en œuvre des parcours individuels (conseil en mobilité, mobilité, formation, entretien de carrière…)

4. Pilotage, reporting et veille juridique :
- Mettre en place une stratégie de communication des différents outils de GPEC
- Proposer, optimiser et suivre le budget formation
- Formaliser des procédures internes
- Concevoir, mettre en place et tenir les différents tableaux de bord
- Elaborer les bilans d'activités
- Assurer la veille juridique et réglementaire

Profil recherché

Formation et expérience :
Formation en gestion des ressources humaines de niveau Bac+5 ou expérience professionnelle équivalente.
Une expérience sur un poste similaire serait appréciée.

Compétences :
Très bonne connaissance de la réglementation et de la législation en matière de formation professionnelle
Savoir conduire des projets transversaux
Développer et entretenir des réseaux de partenariat
Capacité à négocier et à argumenter
Qualités d'écoute et d'analyse
Aisance relationnelle et rédactionnelle
Autonomie et responsabilité

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (curriculum vitae détaillé et lettre de motivation) sous la référence DRH/RDCF/F par courriel à recrutement@onema.fr ou par voie postale à l'adresse suivante :

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques - Délégation aux ressources humaines
Immeuble « Le Nadar » - Hall C - 5, square Félix Nadar- 94300 VINCENNES

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 24 novembre 2014

Parc national de Port-Cros

APPEL DE CANDIDATURES

Le Parc national de Port-Cros

(siège à Hyères – Var)

Etablissement public sous tutelle du MEEDDM

recrute un(e) **directeur(rice) -adjoint(e)**

Poste à pourvoir pour le début de l'année 2015, par voie de détachement, ouvert en priorité aux fonctionnaires des différentes fonctions publiques de catégorie A+ ou A confirmé ou le cas échéant aux agents contractuels de niveau équivalent, justifiant d'une expérience dans le domaine du développement durable et/ou de la gestion des espaces naturels.

* * *

Créé le 14 décembre 1963, le Parc national de Port-Cros est le pionnier des parcs marins européens et, depuis 2001, en application de la convention de Barcelone, la première ASPIM (aire spécialement protégée d'importance méditerranéenne) française.

La loi du 14 avril 2006 sur les parcs nationaux a ouvert de nouvelles perspectives pour le Parc, avec une évolution de son périmètre d'intervention tant géographique que thématique. Au cœur historique de l'île de Port-Cros, viennent s'ajouter depuis mai 2012 les espaces naturels de l'île de Porquerolles. Le parc national comporte désormais une aire potentielle d'adhésion incluant :

- *Le port, le village, les espaces et les aires techniques de l'île de Porquerolles ainsi que l'île du Levant.*
- *La frange côtière des communes de La Garde, Le Pradet, Carqueiranne, Hyères, la Londe-les-Maures, Bormes-les-Mimosas, le Lavandou, le Rayol-Canadel, Cavalaire, la Croix-Valmer et Ramatuelle.*

Le parc national comporte également une aire maritime adjacente qui couvre l'espace marin au droit de ces 11 communes et s'étend jusqu'à trois milles au sud des îles de Porquerolles, de Port-Cros et du Levant.
Le projet de charte du parc, initié fin 2012 est actuellement en phase de consultation publique, il devrait être publié par décret en 2015 pour une mise en œuvre fin 2015. Il constitue un projet de territoire élaboré en partenariat avec les collectivités et les acteurs concernés et va générer une nouvelle dynamique de protection et de développement durable sur l'ensemble des espaces marins et littoraux du parc.

Parallèlement, l'établissement est engagé depuis 2011 dans une politique d'optimisation des recettes et des dépenses. A cet égard le parc national de Port Cros et le parc national des Calanques recherchent des synergies dans les actions mises en oeuvre et sur les fonctions support. Des synergies sont également engagées avec l'ensemble des parcs nationaux autour de Parcs nationaux de France.

L'établissement compte 75 postes environ qui se répartissent entre le siège et quatre secteurs (Port-Cros, Porquerolles, Giens et le Cap Lardier) et intègre des missions spécifiques :

- *depuis 1979, le Conservatoire botanique national méditerranéen de Porquerolles comptant 18 postes*
- *depuis 1999, l'animation de la partie française du Sanctuaire Pelagos pour les mammifères marins de Méditerranée, instauré en accord avec l'Italie et la Principauté de Monaco.*

En outre, le parc national de Port Cros est membre fondateur de l'association Medpan qui œuvre en faveur de la promotion des aires marines protégées en Méditerranée.
Il est également membre du réseau régional des espaces naturels de la région Provence Alpes Côte d'Azur.

* * *

1 – FONCTIONS

Le directeur-adjoint assure l'intérim du directeur de l'établissement public en son absence. Il est pleinement associé au pilotage de l'établissement et à l'élaboration de sa stratégie. A cette fin, il doit connaître l'ensemble du fonctionnement de l'établissement et les projets développés par ce dernier. Il participe pleinement à toutes les décisions importantes en tant que membre de l'équipe de direction (avec le directeur et le secrétaire général) et du comité de direction (équipe de direction et chefs de service et chefs de secteur).

Dans le fonctionnement quotidien, il intervient plus particulièrement dans les domaines suivants :

- il contribue à la définition des objectifs stratégiques et de la politique de l'établissement, et leur traduction en plans d'action,
- il contribue à l'élaboration et au suivi du budget ;
- il anime la mise en œuvre et l'évaluation de la charte à travers la définition du programme triennal d'actions et la passation de convention d'application de la charte avec les communes ou de conventions de partenariats avec les autres acteurs du territoire ;
- il met en œuvre l'application de la charte sur les cœurs de parc ;
- il élabore et suit la mise en œuvre et de l'évaluation des documents de planification de la gestion patrimoniale : stratégie scientifique, plans de gestion, DOCOB Natura 2000, contrat d'objectifs de l'établissement,... ;
- il assiste le Président du Conseil d'administration et le directeur dans la représentation de l'établissement au sein des instances locales, nationales et internationales ;
- il pilote plus particulièrement les activités scientifiques, le sanctuaire Pelagos et l'activité des secteurs ;

A cette fin, il est amené à traiter directement avec le ministère de tutelle et avec les principaux interlocuteurs de l'établissement.

2 – PROFIL ET EXPERIENCE

- aptitude et goût pour l'animation et le travail en équipe, expérience d'encadrement indispensable ;
- expérience des relations avec les élus, les organismes socio-professionnels, les associations, ainsi qu'avec les administrations territoriales et d'État ;
- connaissance des questions relatives à l'aménagement du territoire et de l'espace et au développement durable à travers la conduite de projets complexes liés au développement durable ;
- rigueur dans l'analyse des problématiques complexes et esprit de synthèse permettant d'identifier des solutions aux problèmes posés ;
- langues : anglais parlé et écrit ;
- maîtrise des outils bureautiques courants, usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Seront considérés comme des atouts supplémentaires :

- une expérience dans le développement durable associée aux problématiques urbaines ;
- une expérience de pilotage de services en mode projet ;
- analyse comptable et financière ;
- gestion passée d'un établissement public ;
- une expérience dans le cadre d'un organisme de protection de l'environnement ;
- connaissance du droit de l'environnement, si possible de la réglementation des parcs nationaux et du droit de l'urbanisme ;
- des connaissances naturalistes terrestres et marines et expérience des relations avec le monde scientifique ;
- une expérience des relations internationales, notamment en Méditerranée, et bonne connaissance des programmes européens (Leader+ et Interreg) ;
- une bonne connaissance des systèmes d'information géographique ;

3 – DEPOT DE CANDIDATURE

Personnes à contacter (téléphone : 04 94 12 82 36)
Guillaume SELLIER directeur du Parc national de Port-Cros ;

Les candidatures, présentées sous la forme d'une **lettre de motivation accompagnée d'un Curriculum Vitae détaillé**, feront apparaître les motivations, la compétence et l'expérience du candidat dans les domaines d'activités visés, sa date de disponibilité ainsi que son statut et sa rémunération actuelle (indice).

Les candidatures devront être adressées par la poste en recommandé avec accusé de réception à :

M. le Directeur du Parc national de Port-Cros, Castel Ste Claire, 83400 Hyères, **avant le 31 décembre 2014** cachet de la poste faisant foi.